

PS



P R O J E T S O C I A L I S T E 2 0 1 2

LE CHANGEMENT



Projet socialiste 2012

Le Projet socialiste pour 2012

Au cœur du projet socialiste, il y a la réduction de tous les déficits qui pèsent sur l'avenir de la France : le déficit des finances publiques bien sûr, mais aussi le déficit d'innovation, le déficit d'emploi, le déficit de justice, le déficit de démocratie, le déficit de rayonnement.

Pour réduire ces déficits, il ne faut pas seulement des rustines ou un replâtrage, mais des changements en profondeur :

- **Un nouveau modèle de développement économique, social et écologique pour redresser la France.** Face au risque de déclin, les socialistes proposent une alternative : remettre l'économie devant la finance ; élever notre compétitivité avec un État stratège, en misant sur la création et l'innovation ; relancer le pouvoir d'achat et mieux partager les revenus ; lutter contre les licenciements et combattre vraiment le chômage ; soutenir une agriculture durable ; lancer la transition énergétique ; donner à l'Europe les moyens de se battre à armes égales dans la mondialisation.
- **Bâtir l'égalité réelle, qui rime avec liberté de choix, pour retrouver une France juste.** Nicolas Sarkozy a aggravé les injustices : nous les combattons. Face à la peur du déclassement, nous voulons donner à tous nos enfants les moyens de réussir, en garantissant l'accès à la santé, au logement, à la sécurité, en assurant aux aînés leur place dans la société et en rétablissant l'égalité devant la loi et devant l'impôt.
- **Renouer avec la promesse républicaine et donner un nouvel élan démocratique pour rassembler les Français.** Alors que Nicolas Sarkozy a divisé le pays et abîmé la République, nous rétablirons une République fière de ses valeurs, dans une société de droits et de devoirs, de la citoyenneté et de l'altruisme, dans une démocratie respectée parce que respectable. Nous garantirons la sécurité et une justice efficace et indépendante en leur donnant les moyens de fonctionner.

Pour qu'à nouveau, l'avenir aime la France.



30 ENGAGEMENTS PO

REDRESSER LA FRANCE ET PROPOSER UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

EMPLOI, COMPÉTITIVITÉ, INVESTISSEMENT, DÉSENDETTEMENT: REFAIRE DE LA FRANCE UNE NATION QUI COMPTE

- 1** Pour muscler la compétitivité de la France, nous créerons une Banque publique d'investissement, qui investira dans la recherche et l'innovation, soutiendra les PME-PMI, prendra des participations dans les activités stratégiques et les filières industrielles d'avenir, et dont les moyens seront mobilisés sous la forme de fonds régionaux en copilotage avec les régions et leurs élus.
- 2** Pour refaire passer l'économie devant la finance et pour réguler le système financier, nous baisserons l'impôt sur les sociétés de 33 % à 20 % pour les entreprises qui réinvestissent intégralement leurs bénéfices et l'augmenterons jusqu'à 40 % pour celles qui privilégient les dividendes des actionnaires ; nous instaurerons au niveau européen une taxe de 0,05 % sur les transactions financières ; nous lutterons pour la suppression des paradis fiscaux ; nous séparerons les activités de dépôt et d'investissement des banques ; nous créerons une agence de notation publique européenne.
- 3** Pour que l'Europe puisse avancer, nous proposerons à nos partenaires d'émettre des emprunts européens (eurobonds) afin de financer les investissements du futur (réseaux de transport d'énergie, réseaux numériques, biotechnologies...) et les champions industriels de demain.
- 4** Pour l'emploi des jeunes, nous créerons 300 000 « emplois d'avenir » dans les domaines de l'innovation environnementale et sociale.
- 5** Pour protéger les salariés, nous créerons une sécurité sociale professionnelle, matérialisée par un compte temps-formation, permettant à chacun de reprendre des études, de réaliser un projet personnel, de s'occuper de sa famille et de choisir les modalités de son départ en retraite. Nous dissuaderons les licenciements boursiers par des pénalités financières pour les entreprises qui en même temps versent des dividendes à leurs actionnaires.
- 6** Pour protéger les intérêts de l'Europe, de ses savoir-faire et de ses salariés dans la mondialisation, pour mieux réguler le commerce, nous agirons pour augmenter les droits de douane sur les produits provenant de pays ne respectant pas les normes internationales en matière sociale, sanitaire ou environnementale.
- 7** Pour réduire l'endettement de la France, nous affecterons à la réduction de la dette la moitié des marges financières que nous dégagerons.

AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT, ÉNERGIES: CHANGER DE MODÈLE POUR VIVRE MIEUX

- 8** Pour encourager les comportements écologiques, nous rendrons la TVA « éco-modulable » (diminuée sur les produits non-polluants et augmentée sur les produits polluants).
- 9** Pour que notre alimentation soit plus saine et pour que les agriculteurs vivent de leur travail, nous orienterons les achats alimentaires des collectivités locales vers l'agriculture et la pêche de proximité (lait et laitages, viandes, fruits et légumes).
- 10** Pour sortir de la dépendance du nucléaire et du pétrole, nous développerons massivement les économies d'énergie et les énergies renouvelables et nous proposerons à nos partenaires la mise en place d'une Communauté européenne des énergies. Nous organiserons un débat national sur la transition énergétique dès 2012.

POUVOIR D'ACHAT, SALAIRES, PENSIONS: RENDRE LA VIE MOINS CHÈRE

- 11** Pour alléger la facture énergétique des Français, nous réinvestirons une partie des superprofits des groupes pétroliers dans des aides à l'isolation, le développement des énergies renouvelables et la mise en place de tarifs progressifs pour le gaz, l'électricité et l'eau.
- 12** Pour stopper l'envolée des loyers, nous plafonnerons leur montant lors de la première location ou à la relocation, notamment dans les zones de spéculation immobilière, et nous financerons la construction de 150 000 logements sociaux par an.
- 13** Pour que l'égalité salariale femme-homme devienne une réalité, nous en ferons une condition pour conserver des exonérations de cotisations patronales.
- 14** Pour aider les jeunes adultes à réussir leurs études, à se loger, à se soigner et à accéder à l'emploi, nous créerons une allocation d'étude sous condition de ressources dans le cadre d'un parcours d'autonomie. Un droit à la formation initiale différée sera accordé à ceux qui ont quitté le système scolaire de manière précoce.
- 15** Pour une plus juste répartition des richesses au bénéfice des salariés, nous organiserons une conférence salariale annuelle tripartite et revaloriserons le pouvoir d'achat du Smic. Nous limiterons les rémunérations abusives : rémunérations variables n'excédant pas la part fixe, écarts de rémunérations de 1 à 20 maximum dans les entreprises à participation publique, présence des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance et les comités des rémunérations.
- 16** Pour les retraites, nous rétablirons l'âge légal à 60 ans (qui permettra à ceux qui ont commencé à travailler tôt ou exercé des métiers pénibles de pouvoir partir au même âge) et l'âge de départ sans décote à 65 ans. Nous engagerons la réforme des retraites promise aux Français, fondée sur des garanties collectives, permettant des choix individuels et assurant l'avenir des régimes par un financement du premier au dernier euro.





UR LE CHANGEMENT

EMPLOI, COMPÉTITIVITÉ, INVESTISSEMENT, DÉSENDETTEMENT : REFAIRE DE LA FRANCE UNE NATION QUI COMPTE

- 17** Pour davantage de justice dans les impôts, nous fusionnerons l'impôt sur le revenu et la CSG dans un impôt citoyen plus progressif et prélevé à la source.
- 18** Pour revaloriser le travail, nous ferons en sorte que les revenus du capital ainsi que les bonus et stock-options soient soumis au même taux d'impôt que les revenus du travail, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

RETROUVER LA JUSTICE POUR BÂTIR L'ÉGALITÉ RÉELLE

SERVICES PUBLICS : PRIORITÉ À L'ÉDUCATION, À LA SANTÉ ET À LA SÉCURITÉ

- 19** Pour la réussite scolaire de chaque jeune, nous concluons un nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la nation : priorité à la réussite dans le primaire, refonte des rythmes scolaires et des programmes (socle commun de savoirs et de compétences), personnalisation accrue des enseignements, amélioration de l'encadrement et revalorisation du métier d'enseignant. Nous développerons l'enseignement et l'accès à la culture, ainsi que la pratique sportive.
- 20** Pour l'enseignement supérieur et la recherche, nous donnerons la priorité à la réussite dans les premiers cycles universitaires, nous renforcerons l'encadrement pédagogique et nous donnerons les moyens pérennes nécessaires à l'autonomie et au rayonnement des équipes, des laboratoires et des universités.
- 21** Pour l'épanouissement des tout-petits, l'accueil en crèche et la scolarisation à deux ans seront développés.
- 22** Pour la santé, nous remettons l'hôpital public au cœur du système, et nous demanderons aux jeunes médecins libéraux d'exercer en début de carrière dans les zones qui manquent de praticiens.
- 23** Pour améliorer la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie, à domicile ou en établissement, nous ferons appel à la solidarité nationale. Pour permettre l'accès de tous à la vie de la cité, nous garantirons l'existence d'un volet handicap dans chaque loi et nous élèverons progressivement l'allocation adulte handicapé.
- 24** Pour améliorer la sécurité des Français et la tranquillité publique, nous renforcerons les moyens de la police et de la gendarmerie, notamment en créant 10 000 postes de gendarmes et de policiers de proximité. Pour une justice plus efficace, nous procéderons au rattrapage des moyens. Chaque acte de délinquance trouvera une réponse immédiate, juste et proportionnée.

RASSEMBLER LES FRANÇAIS ET RETROUVER LA PROMESSE RÉPUBLICAINE

- 25** Pour lutter contre les discriminations, nous généraliserons les CV anonymes, sans nom ni photo et nous expérimenterons un système d'attestations remises par les policiers lors des contrôles d'identité.
- 26** Pour assurer l'égalité des genres et des familles, nous ouvrirons le droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples.
- 27** Pour une politique juste et efficace en matière d'immigration, nous voterons tous les trois ans une loi d'orientation et de programmation qui sera élaborée en concertation avec les partenaires sociaux et les territoires qui assurent l'accueil et l'insertion des migrants ; nous renforcerons la lutte contre les employeurs qui ont recours au travail clandestin et contre les trafiquants ; nous créerons un vrai contrat d'accueil et d'intégration, fondé sur des obligations réciproques et insistant sur la maîtrise de la langue et la compréhension des droits et des devoirs républicains. Nous accorderons le droit de vote aux étrangers aux élections locales.
- 28** Pour conforter les contre-pouvoirs, nous garantirons l'indépendance de la justice (fin des instructions individuelles, carrières des magistrats non soumises au pouvoir politique) ; nous ferons voter une loi pour assurer le pluralisme effectif des médias et les responsables de l'audiovisuel public ne seront plus nommés par le président de la République.
- 29** Pour approfondir la démocratie, nous renforcerons le rôle du Parlement, nous introduirons une dose de proportionnelle aux élections législatives, nous transformerons le Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle indépendante, nous supprimerons leur dotation publique aux partis qui ne respecteront pas l'objectif de la parité, nous lutterons contre les conflits d'intérêt et nous imposerons une limitation du cumul des mandats.
- 30** Pour encourager la démocratie locale et la cohésion territoriale, nous abrogerons la réforme territoriale imposée par l'UMP, nous engagerons un acte III de la décentralisation assurant l'autonomie financière et de gestion des collectivités, une péréquation bénéficiant aux territoires défavorisés, un nouveau pacte de confiance et de développement entre l'État et les collectivités, une citoyenneté active, une présence garantie pour les services publics, un programme volontariste pour l'Outremer dans le logement social, les infrastructures de transports visant à conforter le développement économique et l'accès à l'emploi.





Le Projet socialiste pour 2012

Un projet crédible et financé

Pour nous, le rétablissement des comptes publics est un objectif de souveraineté politique et de justice. Nous nous fixons un triple objectif pour le mandat 2012-2017 : ramener les comptes de la Sécurité sociale à l'équilibre, ramener les déficits sous la barre des 3 % et faire baisser l'endettement.

C'est possible !

- La dernière fois qu'un gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale et à faire passer le déficit public sous la barre des 2 %, ce gouvernement était socialiste, c'était entre 1997 et 2002. Les socialistes n'ont aucune leçon à recevoir de l'UMP en matière de gestion des finances publiques.
- C'est l'UMP qui a creusé le déficit public. Il est aujourd'hui autour de 7 % contre 2,7 % lorsque M. Sarkozy est arrivé au pouvoir. En dix ans, la droite a doublé la dette de la France, la faisant passer de 900 à 1 800 milliards d'euros entre juin 2002 et juin 2012.
- Bien entendu, la crise explique pour une part ces piètres résultats. Mais la Cour des comptes estime à deux tiers l'impact des choix budgétaires et de la politique économique opérés par la droite.

Comment ?

- **En supprimant les dépenses inutiles.** Depuis 2002, la droite a créé plus de 70 milliards de dépenses fiscales inutiles, dont 40 milliards depuis 2007, décisions sans efficacité économique et injustes socialement. Sur ces 70 milliards, nous en annulerons 50 milliards.
- **En finançant toute dépense nouvelle soit par un redéploiement, soit par une réduction des dépenses fiscales** inutiles et injustes créées par l'UMP, depuis 2002.
- **En consacrant la moitié de nos marges de manœuvre au financement de nos priorités** (soit 25 milliards pour la compétitivité, l'emploi, l'éducation, la santé et la sécurité...) et l'autre moitié à la réduction de la dette et des déficits.

Pour découvrir l'intégralité du projet et en débattre, pour se tenir informé des réunions qui auront lieu dans toute la France pour discuter de nos propositions, une seule adresse : projetsocialiste2012.fr



Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste



Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Tél. portable : Tél. fixe perso :

email :

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07

parti-socialiste.fr
Rejoignez la coopol, le réseau social de la gauche : lacoopol.fr